



Nord Pas-de-Calais

**PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DES SITES
DE L'URSSAF NORD PAS-DE-CALAIS**

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Numéro de procédure : **2026-MAPA-01**

Procédure adaptée

- Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)
- Articles L2113-12 à 2113-14 du code de la commande publique (marchés réservés)
- Articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du code de la commande publique (accords-cadres)

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET

Le présent accord cadre a pour objet l'entretien des espaces verts.

1.2 PERIMETRE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire doit assurer les prestations sur les sites :

Lot n°1 : Site de Tourcoing

Lot n°2 : Sites d'Arras

Adresse des sites :

Organisme : URSSAF NORD PAS DE CALAIS

Ville	Site de Tourcoing- URSSAF Nord-Pas-De Calais	Site d'Arras- URSSAF Nord-Pas-De-Calais
Adresse	28 avenue de la Marne 59000 Tourcoing	13 boulevard Allende 62000 Arras

La personne en charge de la livraison doit s'identifier sur un registre (signature en entrée et en sortie). Les agents du titulaire doivent respecter le règlement intérieur affiché dans l'établissement notamment concernant les consignes de sécurité.

L'accord cadre comprend les fournitures nécessaires à la prestation ainsi que l'évacuation en décharge contrôlée.

1.3 INTERVENTIONS SUR DEMANDE

L'Urssaf peut en tant que de besoin émettre des bons de commandes relatifs à des travaux après présentation d'un devis du titulaire sur demande de l'Urssaf.

Le candidat précise dans l'annexe à l'acte d'engagement les délais d'intervention en jours. Il s'agit du délai de mise à disposition des intervenants sur le site de l'Urssaf soit pour la livraison de végétaux courants tels que des plants semés ou bouturés racinés, de plantes élevées, de fleurs, de plantes annuelles, bisannuelles, chrysanthèmes, vivaces plantes vertes utilisés en décoration florale. Il correspond à la fourniture de plantes annuelles (géranium, bégonias, etc...), bisannuelles (pensée, chrysanthème, etc.), soit de tâches courantes d'exploitation de jardin (plantation, création de platebande fleurie... etc.).

1.4 REPERAGE / DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS

Surface

Les surfaces approximatives sont indiquées à l'article 2 du présent CCTP. Le candidat peut se rendre compte de ces surfaces lors de la visite obligatoire.

1.5 PLANTATIONS

Les nombres de plantation sont approximatifs. Le candidat peut se rendre compte lors de la visite obligatoire.

1.6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Nature des travaux :

En hiver, fumure équilibrée en fonction de la nature du sol.

En été, fumure corrective assurant en permanence la végétation recherchée.

Aux époques de semis, regarnissage en utilisant un mélange de graines convenant à la terre et à l'emplacement.

Travaux d'automne, fumure appropriée aux sols et aux végétaux.

Entretien des bordures des allées, massifs, haies, etc...., chaque fois qu'il sera nécessaire et au moins deux fois l'an.

Binage en période de végétation et bêchage en hiver des arbres et des arbustes.

Entretien des sols meubles et propres.

Taille de formation et à l'ébourgeonnage des pousses se développant au-dessous des branches, au moins deux fois l'an.

Maintien et renouvellement des tuteurs, haubans et colliers si nécessité, tant que l'enracinement et la solidité du tronc ne permettront pas de les supprimer. Le Titulaire veillera à ce qu'aucune plaie ni strangulation ne soit causée.

Taille des arbustes et végétaux de haie à réaliser aux époques voulues et selon les différentes espèces, de manière à assurer un bon développement maximum de ces végétaux.

Entretien et fumure du sol des massifs de plantes vivaces et autres.

Division des touffes chaque fois que le Titulaire ou l'Urssaf le jugera nécessaire.

Préparation des sols (soins et fournitures) pour assurer une bonne floraison des plantations dites annuelles.

Débroussaillage des parties non plantées jusqu'en bordure de propriété.

1.7 ARROSAGE

Tous les soins d'arrosage seront donnés afin d'assurer un bon état de végétation tout en évitant les dégradations et les érosions. La fourniture de l'eau reste à la charge de l'Urssaf.

Tout le matériel mobile d'arrosage est à la charge du titulaire.

Le titulaire adapte ledit matériel et les moyens de transport aux difficultés particulières de chaque chantier. Il organise l'arrosage de façon à ne pas gêner le fonctionnement de l'établissement.

La technique, l'heure et le matériel d'arrosage doivent respecter la nature des végétaux, et ne doivent pas provoquer d'entraînement des matériaux, ni de projections d'eau.

Dans le cas où le réseau d'arrosage serait défectueux pour une période de plusieurs jours, le titulaire prendra toutes dispositions pour procéder à la sauvegarde des plantations (tonnes à eau, etc....).

1.8 DESTRUCTION DES PARASITES ET DES PREDATEURS – TRAITEMENTS PHYTOSANITAIRES

Le titulaire doit se conformer impérativement à la législation en vigueur et aux règles de la profession relatives à la destruction des parasites et prédateurs, ainsi qu'à l'emploi des différents produits phytosanitaires.

Il est responsable de toutes conséquences dommageables aux personnes, aux bâtiments, aux végétaux, etc. Ces derniers sont remplacés par ses soins et à ses frais en cas de destruction accidentelle due aux traitements.

En avril, une application importante d'herbicide est réalisée sur l'ensemble des aires et allées gravillonnées et sablées, avec retouches éventuelles aux endroits où l'herbe ferait de nouveau surface. Il est tenu de fournir les caractéristiques des produits employés. Les notices édictées par le fabricant pourront être exigées par l'Urssaf.

1.9 FEU BACTERIEN / CHOIX DES PLANTES

Pour tout projet de modification ou de réalisation d'aménagement paysager, le Titulaire se conformera aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du ministère de l'Agriculture du 12 août 1994 relatif à l'interdiction de plantation et de multiplication de certains végétaux sensibles au feu bactérien (version consolidée février 2020).

1.10 EVACUATION DES DECHETS

Le titulaire assure le ramassage et l'enlèvement des débris de toute nature et des déchets provenant des prestations d'entretien.

Ces déchets sont évacués sans délais en dehors de l'emprise du terrain de l'immeuble concerné.

Le titulaire assure le balayage ou le lavage de toute surface souillée par du sable, de la terre, de la terre végétale ou tout autre produit, à la suite des opérations d'entretien des espaces verts.

1.11 TAILLE DES ARBRES

La taille est dirigée de manière à donner aux arbres la forme et le port naturels qu'ils doivent avoir suivant les espèces. Cette opération a lieu à la fin de l'automne, par des ouvriers qualifiés pour ce type de travail.

Les bois morts et les branches viciées sont enlevés dès la fin de l'intervention.

1.12 REDRESSEMENT DES ARBRES DEVIES DE LEUR POSITION NATURELLE

Le titulaire est tenu de redresser les arbres que l'action du vent, ou le tassement des terres aura fait dévier de leur position primitive.

1.13 ENTRETIEN DES TUTEURS

Les tuteurs et colliers sont entretenus pour leur maintien en bon état et remplacés aussi fréquemment que nécessaire.

1.14 ENTRETIEN DES PELOUSES

Tonte et entretien

Le gazon est maintenu à une hauteur maximum de 5 cm.

La tonte aura lieu aussi fréquemment que nécessaire sur les pelouses proprement dites, sur les filets bordant les massifs et plates-bandes, sur les parties de gazon s'étendant à l'intérieur des massifs, au pourtour des arbustes et le long des clôtures.

Après chaque coupe, la pelouse doit présenter un tapis uniforme, exempt d'ondulation provenant soit de raccord des lignes suivies par les ouvriers ou la tondeuse, soit par des coupes trop rases.

Les herbes résultant des tontes doivent être enlevées au fur et à mesure qu'elles sont coupées. Le titulaire fournit tous les produits nécessaires aux épandages.

L'herbicide sélectif, le traitement contre les mousses sont appliqués selon les besoins.

L'engrais spécial pelouse, à base d'oligo-éléments, est épandu selon une quantité de 5 kg à l'hectare en mars, en juin et en octobre.

Selon nécessité, les zones du gazon abîmées sont remises en état par un griffage et semis de regarnissage.

Les taupinières sont nivelées dans la semaine qui suit leur apparition. Un griffage et un semis de gazon sont ensuite effectués, après détaupage.

Le titulaire assure la protection du gazon contre les parasites de toutes natures et les taupes, par tous moyens appropriés.

Les zones détériorées par le titulaire sont remises en état par placage.

Sur toutes les zones reprises, le titulaire met en place les protections nécessaires.

1.15 NETTOYAGE DES CHAUSSEES, CANIVEAUX, TROTTOIRS, ALLEES DE CIRCULATION ET AIRES DE STATIONNEMENT

Le titulaire doit prendre toutes dispositions pour maintenir ces surfaces dans un état correct de propreté, sans herbe, ni parties boueuses. Un balayage est effectué aussi souvent que nécessaire.

Les feuilles mortes sont enlevées régulièrement et évacuées en décharge par le titulaire.

Le titulaire prend particulièrement soin de la propreté des caniveaux, des abords des regards ou avaloirs, des tampons ou trappes de visite des égouts ou galeries techniques, des bouches d'arrosage ou d'incendie.

1.16 MODALITES D'EXECUTION

Le soumissionnaire indique dans son mémoire les pratiques qu'il entend mettre en œuvre dans le cadre des prestations à exécuter.

A cet effet, il complète l'annexe à l'acte d'engagement.

Il propose dans la mesure du possible et lorsque cela est pertinent, le recours à des techniques de paillage dites « mulching ».

Il indique s'il pratique l'utilisation des produits phytosanitaires Il propose dans la mesure du possible des machines utilisant une énergie alternative (particulièrement l'huile végétale brute en ce qui concerne les engins agricoles).

Les déplacements du titulaire seront étudiés au mieux afin de les réduire.

Pour des opérations d'arrosage le prestataire opte pour des pratiques favorables à une bonne captation de l'eau par les végétaux (arrosage hors des périodes de fort ensoleillement, paillage au pied des végétations, créations de cuvettes de rétention, installation de drains permettant une meilleure infiltration, matériaux de rétention d'eau ...).

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne la sécurité des traitements phytosanitaires.

Un intervenant du titulaire du certificat d'applicateur de produits phytosanitaires est obligatoirement présent lors de l'application de produits, les autres utilisateurs sont formés en tant que de besoin pour garantir un niveau d'expertise et de sécurité suffisant.

Lors de leurs interventions, les applicateurs ont systématiquement à leur disposition les fiches de données sécurité relatives aux produits utilisés Le titulaire doit assurer l'élimination des déchets conformément à la réglementation pour être autant que possible compostés. Le Titulaire sera soumis à des contrôles de l'Urssaf sur ce point.

Dans l'éventualité de déchets particulièrement dangereux, le titulaire doit sélectionner des prestataires de traitement des déchets qui sont autorisés au sens de la législation des installations classées à stocker, traiter, valoriser ou faire transiter les déchets qui leurs sont confiés.

1.17 TEMPS DE TRAVAIL

La répartition s'effectuera selon les saisons et périodes.

1.18 PERIODICITE DES INTERVENTIONS

Compte tenu des opérations à réaliser et afin de maintenir les espaces verts dans un état satisfaisant, le titulaire doit effectuer obligatoirement dans chaque site :

- ✚ Un passage mensuel minimum, les mois de : Décembre, janvier, février, mars et août
- ✚ Deux passages mensuels minimums, les mois de : Avril, mai, juin, juillet, septembre, octobre et novembre.

1.19 OBLIGATIONS A RESPECTER

Dès que le Titulaire a signé le contrat, les différentes prestations prévues sont obligatoires.

Aucune circonstance, aucun aléa ne pourra être opposé à l'Urssaf pour leur non-exécution.

Cependant, en cas d'impossibilité matérielle fortuite d'exécuter une prestation, le Titulaire adressera un rapport d'impossibilité à l'Urssaf.

1.20 PRECAUTIONS A PRENDRE

Le Titulaire doit équiper son personnel de tout le matériel approprié et nécessaire pour exécuter les différentes prestations prévues dans le présent contrat et dans le respect des règles de sécurité.

1.21 RAMASSAGE DES PAPIERS ET DETRITUS

La prestation comprendra le ramassage pour une mise en décharge de l'ensemble des produits trouvés sur les espaces engazonnés, plantés, schistés ou sablés.

On entend par produits : verres, papiers, cartons, boîtes plastiques ou métalliques, tissus, Dépôt de toute nature déjections canines, détrit, sacs, caddies, L'objectif est d'obtenir un état de propreté maximale.

1.22 ETAT ANNUEL

Une fois par an, le titulaire dressera un état des lieux des espaces verts pour chaque site, en vue d'évaluer les besoins en termes d'opérations d'égales, étages etc., à réaliser dans le cadre de prestations hors forfait.

1.23 MASSIFS FLEURIS ET PLANTES ANNUELLES

Le titulaire assure l'entretien des massifs de plantes estivales et printanières de manière à leur conserver un aspect propre et satisfaisant.

ARTICLE 2 – PRESENTATION DES SITES CONCERNES PAR LES PRESTATIONS

2.1 LOT N°1 : SITE DE TOURCOING

Surface approximatives de pelouses : 3900m²

Nombre approximatif d'arbres : 20

Nombre approximatif de haies (ml) : 200

Nombres de bacs à fleurs : 0

2.2 LOT N°2 : SITE D'ARRAS

Surface approximative de pelouses : 5000m²

Nombre approximatif d'arbres : 45

Nombre approximatif de haies (ml) : 1000

Nombres de bacs à fleurs : 2

ARTICLE 3 – TEXTES COMMUNS AUX 2 LOTS

Arrêté du 12 août 1994 relatif à l'interdiction de plantation et de multiplication de certains végétaux sensibles au feu bactérien

NOR: AGRG9401623A

Version consolidée au 5 février 2020 (source Légifrance)

Le ministre de l'Agriculture et de la pêche,

Vu le code rural, notamment ses articles 342 et 352 ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1970 modifié relatif à la lutte obligatoire contre les ennemis des cultures ;

Vu l'arrêté du 1er mars 1983 portant organisation de la commission consultative ;

Vu l'avis de la commission consultative pour l'application des mesures contre le feu bactérien ;

Sur proposition du directeur général de l'alimentation,

Article 1

Modifié par Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 - art. 11 JORF 21 septembre 2000

En application de l'article L. 251-8 du code rural, sont interdites la plantation et la multiplication de végétaux appartenant aux genres, espèces, variétés et/ou cultivars mentionnés en annexe du présent arrêté.

Chapitre Ier : L'autorisation de plantation.

Article 2

Par dérogation à l'article 1er ci-dessus, la plantation, par des professionnels de la production de fruits, de végétaux appartenant aux genres, espèces, variétés et/ou cultivars fruitiers ou pollinisateurs mentionnés en annexe, ou la plantation de *Crataegus* (semis ou plantation de pieds de *Crataegus* issus de semis, à l'exception de ceux destinés au greffage dans les établissements de production), peut être autorisée par le ministre de l'Agriculture et de la pêche.

Article 3

Modifié par Décret n°2010-429 du 29 avril 2010 - art. 6 (V)

La demande d'autorisation de plantation du végétal concerné doit être adressée quatre mois avant la date prévue de plantation à la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux) dont dépend le demandeur.

La demande doit être accompagnée d'un dossier technique comprenant les informations suivantes :

- le genre, l'espèce, la variété et / ou les cultivars concernés ;
- le type du végétal : scion, greffon, plant ;
- l'origine des végétaux ;
- les coordonnées de l'établissement du fournisseur des plants et son numéro d'immatriculation sur le registre officiel du contrôle phytosanitaire ;
- la quantité envisagée de végétaux à planter ;
- le site de l'implantation : références cadastrales de la parcelle... ;
- la date prévue de la plantation.

Article 4

Modifié par Décret n°2010-429 du 29 avril 2010 - art. 6 (V)

Lors de l'instruction de la demande d'autorisation par la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux), une expertise du risque phytosanitaire est réalisée par les agents de la protection des végétaux. Celle-ci prend plus particulièrement en considération les éléments suivants :

- la localisation de végétaux sensibles dans l'environnement : la plantation doit être éloignée de plus de deux kilomètres de tout site à risque caractérisé par la présence de plantes sensibles au feu bactérien ;
- le climat local ;
- la présence de foyers de feu bactérien dans l'environnement.

Article 5

Modifié par Décret n°2010-429 du 29 avril 2010 - art. 6 (V)

A l'issue de l'instruction de la demande d'autorisation, sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux) et après avis de la commission consultative pour l'application des mesures contre le feu bactérien, le ministre de l'Agriculture statue sur la demande d'autorisation de

plantation.

L'autorisation de plantation est subordonnée à l'acceptation, par le demandeur, du suivi ultérieur du site de plantation par la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux).

Chapitre II : Autorisation de multiplication.

Article 6

Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, les végétaux appartenant aux genres, espèces, variétés et/ou cultivars mentionnés en annexe, à l'exception des semis de *Crataegus* destinés à la production de porte-greffe visés au chapitre III du présent arrêté, peuvent être multipliés par les pépiniéristes sur autorisation du ministre de l'Agriculture et de la pêche (direction générale de l'alimentation, sous-direction de la protection des végétaux).

Cette autorisation ne peut viser que :

- la multiplication pour la production des végétaux visés en annexe destinés à être expédiés vers un autre Etat membre de l'Union européenne ou vers un pays tiers ;
- la multiplication pour la production des végétaux visés en annexe destinés à être plantés sur le territoire. Dans ce cas, le pépiniériste devra respecter les dispositions prévues aux articles 12 et 13 du présent arrêté.

Article 7

· Modifié par Décret n°2010-429 du 29 avril 2010 - art. 6 (V)

La demande d'autorisation de multiplication doit être adressée à la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux) trois mois avant la date prévue pour le début de la multiplication du végétal concerné.

La demande doit être accompagnée d'un dossier technique comprenant les éléments d'information suivants :

- le genre, l'espèce, les variétés et / ou cultivars concernés ;
- le type de végétal : scion, greffon, plantes ;
- le cas échéant, l'origine des végétaux ;
- l'établissement du demandeur et son numéro d'immatriculation ;
- la quantité prévue à multiplier ;
- le lieu d'implantation ;
- la date prévue d'implantation ;
- la durée prévue de la culture.

Article 8

Modifié par Décret n°2010-429 du 29 avril 2010 - art. 6 (V)

Lors de l'instruction de la demande d'autorisation visée à l'article 7 ci-dessus par le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux), une expertise du risque phytosanitaire est réalisée par les agents de la protection des végétaux. Celle-ci prend plus particulièrement en considération les éléments suivants :

- la localisation de végétaux sensibles dans l'environnement : le lieu d'implantation doit être éloigné de plus de deux kilomètres de tout site à risques caractérisé par la présence de plantes sensibles au feu bactérien ;
- le climat local ;
- la présence de foyers de feu bactérien dans l'environnement.

A l'issue de l'instruction, sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux), dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, le ministre de l'Agriculture statue sur la demande d'autorisation de multiplication.

L'autorisation est subordonnée à l'acceptation par le demandeur du suivi ultérieur du site de multiplication par la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux).

Article 9

La durée de l'autorisation est notifiée dans la décision. Elle peut être prolongée pour un an.

Article 10

Les végétaux n'ayant pas fait l'objet d'une distribution à titre gratuit ou onéreux dans le mois qui suit la fin de validité de l'autorisation doivent être détruits.

Article 11

Toute parcelle d'implantation de végétaux qui a fait l'objet d'une autorisation en application de l'article 6 du présent arrêté doit être séparée d'au moins 250 mètres des autres parcelles de production de Maloïdées de l'entreprise.

En cas de découverte de feu bactérien, tous les végétaux sensibles de la parcelle produits sous autorisation seront détruits.

Article 12

La distribution à titre gratuit ou onéreux des végétaux visés en annexe du présent arrêté destinés à la plantation sur le territoire ne peut avoir lieu que sur présentation par le destinataire des végétaux de la copie de l'autorisation de plantation qui lui aura été délivrée par le ministre de l'Agriculture.

Article 13

Modifié par Décret n°2010-429 du 29 avril 2010 - art. 6 (V)

Le pépiniériste est tenu de fournir au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux) la liste des clients à qui il a distribué à titre gratuit ou onéreux les végétaux soumis à autorisation, les quantités distribuées ainsi que la copie de son autorisation.

Chapitre III : Dispositions particulières aux crataegus.

Article 14

Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, les semis de Crataegus pour la production de porte-greffe peuvent être autorisés par le ministre de l'Agriculture.

Article 15

Modifié par Décret n°2010-429 du 29 avril 2010 - art. 6 (V)

Le pépiniériste doit adresser une demande d'autorisation au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux) dont il dépend.

Cette demande doit comprendre :

-l'engagement à n'utiliser ces semis que dans le cadre de la production de porte-greffe ;

-un dossier technique comportant les éléments suivants :

-genre et espèce ;

-quantité prévue ;

-lieu d'implantation ;

-date d'implantation ;

-durée prévue de la culture.

Le ministre de l'Agriculture statue sur la demande d'autorisation, sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux), dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

La durée de l'autorisation est fixée lors de son octroi.

Dans le cas d'établissements de production effectuant annuellement des semis d'aubépines pour production de porte-greffe, la dérogation pourra être renouvelée, sous réserve de retourner à la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (service régional de la protection des végétaux) le formulaire spécifique contenant les informations listées ci-dessus qui sera adressé chaque année à ces établissements.

Article 16

Les végétaux n'ayant pas fait l'objet d'une distribution à titre gratuit ou onéreux doivent être détruits par le pépiniériste dans le mois qui suit la fin de l'autorisation.

Article 17

L'arrêté du 24 décembre 1984 relatif à la lutte contre le feu bactérien est abrogé.

Article 18

Le directeur général de l'alimentation est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexes

Liste des végétaux dont la plantation et la multiplication sont interdites sur le territoire national du fait des risques liés au feu bactérien.

Annexe

Pommier à couteau (*Malus domestica* *Malus r pumila*) :

Variétés : Abbondanza, James Grieve.

Pommier à cidre (*Malus domestica* r *Malus pumila*) :

Variétés : Argile rouge, Tardive de la Sarthe, Doux Normandie, Blanc Sûr, Peau de Chien.

Poirier (*Pyrus communis*) :

Variétés : Bronstar, Passe-Crassane, Laxton's Superb, Durondeau, Madame Ballet.

Nashi (*Pyrus Serotina* r *Pyrus Pyrifolia*) :

Variétés : Kumoi, Nijisseiki.

Cotonéaster :

Espèces, sous-espèces ou clones : *Salicifolius floccosus*, *Salicifolius Herbsfeuer*.

Pyracantha ou buisson ardent :

Espèces ou cultivars : *Atalantioïdes Gibsii*.

Pommier d'ornement (ou pollinisateur) :

Espèces ou cultivars : Crittenden.

Crataegus :

- semis de *Crataegus* ;

- plants de *Crataegus* issus de semis, à l'exception de ceux destinés au greffage dans les établissements de production.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'alimentation :

Le chef de service,

F. Fournié.